La perspective de genre, le militarisme et le changement climatique

À mesure que les preuves du changement climatique deviendront de plus en plus irréfutables, la lutte pour définir qui réussira à en cerner les causes, les effets et les solutions s'intensifiera. Les décisions politiques dépendront pour une bonne mesure des voix que l'on écoutera et de celles dont on ne tiendra pas compte, dans les milieux populaires autant que politiques. Aujourd'hui, au niveau politique international la perspective de genre brille par son absence dans les débats sur le changement climatique. En fait, les mots « femme » et « genre » sont absents dans les deux principaux accords internationaux sur le réchauffement planétaire, la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto. Les spécialistes et les militants féministes dénoncent cette invisibilité de la question et soulignent, en particulier, qu'il est important de tenir compte des spécificités de chaque sexe quand on analyse la vulnérabilité et l'adaptation au réchauffement de la planète.

Le travail des féministes sur la vulnérabilité fait appel aux recherches préalables concernant ce qui rend certaines populations plus fragiles en cas de catastrophes naturelles comme les inondations et les sécheresses, phénomènes climatiques qui se multiplieraient par suite du réchauffement planétaire. Par exemple, dans les endroits où les femmes ont moins accès que les hommes aux aliments et aux soins de santé, elles sont désavantagées dès le départ en cas de désastre naturel ou de stress environnemental. Du fait qu'elles sont souvent les principales responsables des enfants et des personnes âgées, elles risquent d'avoir moins de mobilité. Les restrictions d'origine culturelle à la mobilité des femmes peuvent aggraver encore le problème. Pendant le cyclone de 1991 au Bangladesh, beaucoup plus de femmes que d'hommes sont mortes parce que les alertes anticipées avaient été affichées dans des espaces publics qui leur étaient interdits, et parce qu'elles avaient retardé le moment de quitter leurs foyers de crainte de commettre une inconvenance.

Plutôt que de se fier à des généralisations, les théoriciens et les praticiens du féminisme ont dressé une carte des risques inhérents à chaque sexe, où les femmes font figurer leurs propres vulnérabilités dans divers domaines : les plantes qu'elles cultivent, les ressources dont elles ont ou non le contrôle, leur accès à l'irrigation, aux marchés, à l'information, etc. Dans ce sens, l'analyse des spécificités de chaque sexe est un outil qui permet, bien mieux que l'appréciation de la vulnérabilité en général, d'explorer les diverses situations et de trouver des solutions efficaces au plan local.

Jusqu'à présent, une bonne partie de la littérature sur le genre et la vulnérabilité au changement climatique s'est centrée sur les femmes rurales du Sud, en dépit du fait que, dans quelques décennies seulement, la plupart des habitants du monde vivront dans les villes. L'ouragan Katrina a montré que le Nord non plus n'est pas à l'abri des phénomènes météorologiques extrêmes, et le degré de vulnérabilité des habitants de la Nouvelle-Orléans a été étroitement lié au sexe, à la pauvreté, la race, l'âge et la classe et aux rapports entre ces facteurs. Du moment qu'il est probable que les risques associés au changement climatique augmenteront au cours des prochaines années, l'analyse des risques et la collecte d'informations effectuées dans une perspective de genre seraient utiles aux populations rurales et urbaines du monde entier.

En outre, il reste beaucoup à faire pour que les systèmes d'alerte anticipée soient plus attentifs aux déséquilibres entre les femmes et les hommes. D'après Maureen Fordham, du réseau Gender and Disaster, les experts dans ce domaine sont surtout des hommes et, typiquement, l'identification des risques et la solution des problèmes sont envisagées sans tenir compte du travail effectué par des réseaux de femmes et par d'autres organisations de citoyens pour la mise en place de systèmes d'alerte informels. De même, la gestion des catastrophes est elle aussi dominée par des hommes, et les besoins des femmes en matière d'information et de services sont souvent ignorés dans les réponses aux désastres.

Du moment que les questions de genre sont entièrement absentes des accords internationaux sur le changement climatique, il n'est pas surprenant que l'on n'ait pas considéré non plus les répercussions différenciées de ces accords sur chaque sexe. Dans une critique de la manière dont le Protocole de Kyoto envisage le commerce de carbone, Larry Lohmann, de l'organisation britannique The Corner House, signale que les systèmes de comptabilité du carbone qui en découlent marginalisent les contributions à la stabilité climatique de ceux qui n'appartiennent pas aux milieux d'affaires, aux cercles d'experts ou aux gouvernements, et sont ainsi en train de créer de nouvelles modalités d'exclusion des droits de propriété. Ces systèmes favorisent de grands projets de piégeage de carbone dans le Sud, lesquels peuvent avoir des conséquences négatives aussi bien pour l'environnement que pour la société. Par exemple, à Minas Gerais, au Brésil, l'entreprise Plantar S.A. a demandé des crédits de carbone pour ses monocultures d'eucalyptus en expansion. Or, non seulement ces plantations occupent des terres domaniales qui, légalement, devraient être attribuées aux paysans pauvres, mais elles épuisent les réserves d'eau et réduisent considérablement la diversité biologique.

Les plantations de ce genre risquent d'avoir plusieurs conséquences différentes pour les femmes et les hommes. Par exemple, les femmes ne pourront pas y accéder pour obtenir du bois de feu à usage domestique, et les rares emplois que les plantations génèrent, gardes forestiers ou autres, iront surtout aux hommes. Du moment que les femmes dépendent souvent des plantes sauvages pour l'alimentation et pour la domestication de semences, la diminution de la diversité biologique est susceptible de réduire leurs possibilités de subsistance. D'autre part, il est peu probable que ces plantations contribuent à long terme à satisfaire les besoins des femmes pauvres en matière d'énergie. D'après Margaret Skutsch, du réseau Gender and Climate Change, le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto a définitivement fermé la porte aux solutions de faible envergure et non commerciales, telles que les systèmes qui encouragent la gestion locale des forêts existantes et l'amélioration de leur capacité de piégeage de carbone et de production durable de bois de feu.

En général, l'incidence des rapports entre les sexes chez ceux qui provoquent le changement climatique ont été très peu étudiés. Par exemple, dans le Nord, premier responsable du réchauffement de la planète, le secteur des transports est la source principale de gaz à effet de serre. Or, sauf peut-être aux États-Unis, les femmes du Nord ont moins souvent leurs propres voitures et utilisent plus souvent les transports publics. En outre, les voitures que conduisent les femmes en Europe ont tendance à être plus petites et plus économiques en matière de carburant, parce qu'elles ne sont pas perçues comme des symboles de standing. Ce dernier point souligne le besoin d'analyser l'incidence des désirs des consommateurs sur l'usage de l'énergie, suivant qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. La publicité est fortement sexiste ; les conducteurs de voitures utilitaires de sport ou de camionnettes que montrent les annonces nord-américaines sont typiquement des hommes qui, seuls ou accompagnés de leurs copains, partent à la conquête des espaces sauvages. Lorsque des femmes y figurent, elles sont belles et élégantes, pour y ajouter une touche de sex-appeal. Ainsi, certaines images de la masculinité et de la féminité sont

stratégiquement déployées pour créer et entretenir une culture de gaspillage et de surconsommation de carburant, allant de la promotion des voitures tout-terrain comme « jouets pour garçons » à celle de la Hummer militaire et civile comme symbole puissant de la virilité nord-américaine.

L'intégration d'une perspective de genre dans le changement climatique requiert aussi d'être très vigilant pour distinguer les préoccupations justifiées sur les dangers que pose le réchauffement de la planète et l'étalage stratégique de discours alarmistes pour susciter de l'appui au Protocole de Kyoto et pour servir d'autres intérêts plus problématiques. Ici, il faut surveiller de près les discours implicitement ou explicitement sexistes qui renforcent les images négatives des femmes et des personnes pauvres.

Le cas de la croissance démographique en est un exemple. Les prédictions apocalyptiques d'une population dépassant la capacité de la planète ont longtemps été populaires dans les cercles écologistes du Nord, en particulier aux États-Unis, où le lobby de la démographie et le mouvement environnemental dominant ont eu des rapports de longue durée. Ceux qui cherchent à jeter le blâme du réchauffement de la planète sur les pauvres du Sud et à innocenter les modèles de production et de consommation du Nord font souvent appel à des arguments alarmistes à ce sujet.

Par exemple, le professeur Chris Rapley, directeur de British Antarctic Survey, a fait la une des journaux britanniques en déclarant que, sans une diminution significative de la population, il y avait peu d'espoir de venir à bout du changement climatique. Le message implicite est qu'il faut contrôler la fertilité des femmes. Dans le passé, un raisonnement de ce genre a contribué à l'implantation de mesures draconiennes de réduction de la natalité qui ont profondément affecté la santé et les droits des femmes.

L'alarmisme démographique figure aussi dans les images de réfugiés du réchauffement planétaire qui échouent, affamés, sur nos côtes ; c'est ainsi qu'un scénario commandité par le Pentagone en 2003 montrait les effets d'un changement climatique subit dans les régions surpeuplées, lequel provoquait la multiplication des guerres, des maladies et de la famine et aboutissait à la migration vers le Nord. Les discours de ce genre intègrent les femmes dans le portrait menaçant d'un Tiers Monde pauvre et renforcent l'autorité des agences nationales de sécurité sur les initiatives civiles destinées à faire face au changement climatique.

Une manière de répondre à ces manoeuvres militaires est de montrer le rôle, considérable mais passé sous silence, que jouent les militaires dans le réchauffement de la planète. Le ministère de la défense est le plus grand consommateur de combustible des États-Unis ; le carburant qu'il utilise pour le transport représente 1,8 % du total national dans ce domaine. Du moment que ce pays est le plus grand émetteur de gaz à effet de serre, il s'agit là d'une contribution non négligeable au réchauffement planétaire. Ailleurs aussi, les militaires font une consommation d'énergie disproportionnée ; d'après les estimations, les militaires du monde consomment, dans leur ensemble, la même quantité de dérivés du pétrole que le Japon, dont l'économie est l'une des plus fortes. Dans le cas des États-Unis, l'ironie est que les militaires dépensent aujourd'hui d'énormes quantités de pétrole dans une guerre en Iraq qui est faite, du moins en partie, pour assurer aux États-Unis le contrôle futur des réserves de pétrole.

L'analyse du militarisme et du changement climatique dans une perspective de genre soulève une série de questions liées entre elles. Quelles politiques sexistes sont appliquées pour établir les priorités stratégiques et budgétaires ? Comment l'idéologie de la priorité masculine et les groupes d'hommes puissants contribuent-ils à façonner les politiques de défense, à exempter les militaires de l'obligation de réduire la consommation de combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet

de serre, et à décider qu'il est bien plus important de dépenser dans la défense conventionnelle que d'investir dans les sources et les technologies de production d'énergie propre ?

À quel point la culture militaire masculine infléchit-elle les choix des consommateurs par la promotion de produits tels que la Hummer et de styles de vie gaspilleurs et fortement consommateurs d'énergie?

Comment la guerre élimine-t-elle les libertés démocratiques, écarte les femmes de l'arène publique et réduit les possibilités d'un débat sur la lutte contre le réchauffement planétaire auquel tout le monde puisse participer ?

De quelle manière le militarisme multiplie ou intensifie les vulnérabilités des femmes au changement climatique ? Dans le cas des désastres naturels provoqués par le réchauffement de la planète, par exemple, le risque de violence sexuelle augmentera-t-il si les gouvernements confient aux institutions militaires les soins humanitaires et le maintien de l'ordre ?

Du côté positif, comment les mouvements de femmes pour la paix et l'environnement peuvent-ils contribuer à l'adoption d'une vision plus large de la justice climatique et de propositions plus réalisables pour réduire les émissions tout en augmentant les revenus et le pouvoir des femmes et des hommes pauvres ?

Voilà quelques-unes des questions que nous devons nous poser pour opposer une vision efficace, féministe et socialement juste au statu quo en matière de changement climatique.

Betsy Hartmann, commentaire sur ZNet, 10 avril 2006.
Betsy Hartmann est directrice du programme Population et Développement du Hampshire College d'Amherst, MA. Avec Joni Seager, elle est co-auteur de Mainstreaming Gender in Environmental Assessment and Early Warning (PNUE, 2005) et, avec Banu Subramaniam et Charles Zerner, elle est co-éditeur de Making Threats : Biofears and Environmental Anxieties (Rowman and Littlefield, 2005).